



Une stratégie de "croissance de la qualité/durabilité" restera pratiquement invisible dans ces comptes

la crise l'a prouvé. Ni sur le plan social : la majorité des Américains a en réalité connu une décennie de stagnation ou de déclin. Ni sur le plan environnemental : les indicateurs physiques enregistrent un dépassement des principaux seuils d'alerte.

Au total, le PIB et sa croissance indiquent le "beaucoup-produire" d'une société dans la sphère monétaire et marchande, et non son bien-être. Et encore moins sa durabilité écologique, sociale et même économique et financière !

Faut-il pour autant jeter au panier ces indicateurs devenus des fétiches ? Non ! Il faut juste les utiliser dans leur domaine de validité, très réduit, et sous réserve de connaître leurs limites. Il faut les remettre à une place qu'ils n'auraient jamais dû quitter. Il est utile évidemment de connaître la somme des valeurs ajoutées, le partage de cette valeur ajoutée entre salaires et profits, l'évolution des volumes produits, les indices de prix. La comptabilité nationale est une belle invention, indispensable à certaines analyses. Y compris pour contester le culte de la croissance et pour montrer, chiffres à l'appui, que la croissance ne fait ni le progrès ni le bonheur.

Les institutions internationales et la commission Stiglitz

Une institution internationale avait pris de l'avance : le Programme des Nations unies pour le Développement (Pnud), dont l'indicateur vedette, l'IDH (Indicateur de Développement Humain), a été mis au point et diffusé à partir de 1990 comme contre-feu au dogmatisme "pro-croissance" de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI). Mais cette initiative majeure devait rester isolée à l'échelle mondiale jusqu'au tournant de 2007, quand deux institutions que l'on n'attendait pas forcément sur ce thème lancent des conférences internationales de grande ampleur sur le thème de la "mesure du progrès des sociétés" (l'OCDE) et sur la nécessité d'aller "au-delà du PIB" (la Commission européenne). Cela ne les transforme nullement en "objecteurs de croissance", mais contribue à institutionnaliser le questionnement sur le découplage entre la croissance et la progression du bien-être.

En France, Nicolas Sarkozy, pourtant avocat constant d'une croissance forte, nomme en janvier 2008 une commission, présidée par Joseph Stiglitz et animée par